

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 juillet 2011

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à l'occupation militaire de Chypre,
État membre de l'Union européenne,
par la Turquie**

(déposée par M. Bert Schoofs et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 juli 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de militaire bezetting
van de EU-lidstaat Cyprus
door Turkije**

(ingediend door de heer Bert Schoofs c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes:		Bestellingen:	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 52 0787/001.

Depuis l'adhésion de Chypre à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, l'Union européenne se trouve dans une situation nouvelle, particulière et potentiellement dangereuse: au regard du droit international, une partie du territoire de l'un de ses États membres est occupée par une puissance étrangère. Une partie de Chypre est en effet occupée par la Turquie depuis 1974. La Turquie occupe donc une partie de l'Union européenne.

Hormis la Turquie, la communauté internationale ne reconnaît que le gouvernement de la République de Chypre (sud) comme seul gouvernement légitime de Chypre. Depuis 1974, l'occupation d'une partie de Chypre par l'armée turque et les actes illicites commis par l'État turc en ce qui concerne Chypre ont fait l'objet de plusieurs résolutions contraignantes de l'ONU et de plusieurs arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. En mai 2001, la Cour européenne des droits de l'homme a encore condamné les violations de la convention européenne des droits de l'homme perpétrées dans la partie de l'île occupée par la Turquie. La Cour a estimé que la Turquie était responsable de la disparition de quelque 2 000 Chypriotes.

Selon la Cour, la Turquie empêche les 200 000 Chypriotes déplacés et en fuite de regagner leur domicile situé dans le nord et ne les indemnise pas pour les biens qu'ils ont perdus. La Cour estime en outre que les autorités turques se rendent coupables de discriminations à l'égard des Chypriotes hellénophones qui sont restés au nord. Elles portent entre autres atteinte à la liberté de religion et imposent des restrictions à l'enseignement chypriote grec. D'après la Cour, le gouvernement de la "République turque de Chypre du Nord" est une marionnette d'Ankara. La Turquie est dès lors responsable des actes du gouvernement de Chypre du nord qui "survit grâce à son soutien militaire et autre". La Turquie a ignoré cet arrêt, au même titre que les précédents, publiés en 1979 et 1992. La perspective d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne n'a pas permis de faire évoluer l'attitude de la Turquie dans le bon sens: forte de 40 000 hommes — soit un sixième de l'ensemble de la population de la partie occupée de Chypre — l'armée d'occupation turque reste en place. La Turquie empêche les réfugiés chypriotes de regagner les territoires occupés et continue, alors qu'il y a déjà des immigrants turcs, d'attirer des colons vers la partie

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, in aangepaste vorm, de tekst over van het voorstel DOC 52 0787/001.

Sinds 1 mei 2004 bevindt de EU zich in een nieuwe, bijzondere én mogelijk gevaarlijke situatie: een deel van het grondgebied van een van haar lidstaten wordt volgens het internationaal recht bezet door een vreemde mogendheid. Sinds 1974 wordt een deel van Cyprus immers bezet door Turkije. Aldus bezet Turkije een deel van de EU.

Buiten Turkije zelf, erkent de internationale gemeenschap enkel de Zuid-Cypriotische regering als wettige regering van Cyprus. De bezetting van een deel van Cyprus door het Turkse leger en de wederrechtelijke handelingen van de Turkse staat inzake Cyprus, zijn sinds 1974 meerdere malen door bindende resoluties van de VN en door arresten van het Europees Hof voor de Mensenrechten aangekaart. In mei 2001 veroordeelde het Europees Hof voor de Rechten van de Mens nog de schendingen van de Europese conventie van de rechten van de mens in Turks bezet Cyprus. Het Hof acht Turkije verantwoordelijk voor de circa 2 000 vermiste Cyprioten.

Volgens het Hof verhindert Turkije de 200 000 verdreven en gevluchte Cyprioten terug te keren naar hun huizen in het noorden en stelt hen niet schadeloos voor de verloren gegane bezittingen. De Turkse autoriteiten maken zich volgens het Hof bovendien schuldig aan discriminatie van Griekssprekende Cyprioten die zijn achtergebleven in het noorden. Bovendien plegen ze inbreuk op de vrijheid van religie en worden er beperkingen opgelegd aan het Grieks-Cypriotische onderwijs. Volgens het Hof is de regering van de "Turkse Republiek van Noord-Cyprus" een marionet van Ankara. Turkije is derhalve verantwoordelijk voor de daden van de Noord-Cypriotische regering, die "overleeft dankzij de Turkse militaire en andere steun". Turkije legde dit arrest — zoals de voorgaande arresten gepubliceerd in 1979 en 1992 — naast zich neer. Het uitzicht op een eventueel lidmaatschap van de EU heeft de Turkse attitude niet ten goede kunnen veranderen: het 40 000 man sterke Turkse bezettingsleger — één zesde van de totale bevolking van Turks bezet Cyprus — blijft ter plaatse. Turkije verhindert de Cypriotische vluchtelingen terug te keren naar de bezette gebieden en blijft bovenop de reeds aanwezige Turkse inwijkelingen nog kolonisten

occupée et dépeuplée de Chypre, colons que même la population autochtone de langue turque considère comme des intrus.

On ne saurait suffisamment insister sur l'attitude constructive du gouvernement chypriote vis-à-vis de la communauté internationale et de la population de langue turque de l'île chypriote. Chypre est une démocratie à part entière, qui a rempli tous les critères requis pour devenir membre de l'UE. Si, selon la Turquie, deux raisons justifient l'invasion et l'occupation de Chypre, ces raisons sont aujourd'hui devenues sans objet. En effet, il n'est, à l'heure actuelle, plus question d'*enosis* (rattachement à la Grèce), pas plus que de discrimination à l'égard de la communauté turcophone. Au contraire: la population d'expression turque est traitée sur le même pied que les citoyens de langue grecque.

Le "non" de la population chypriote au plan Annan lors du référendum du 24 avril 2004 ne porte pas préjudice aux bonnes intentions de la population et du gouvernement chypriotes. Chypre avait de très bonnes raisons de rejeter le plan Annan — en tant que plan et non en tant que base de négociation. Tout d'abord, l'UE a été écartée, à la demande de la Turquie, des négociations sur le plan Annan, de sorte que la Turquie a pu beaucoup plus facilement imposer ses exigences, sans tenir compte de la situation européenne. Plusieurs points du plan même étaient contraires aux résolutions des Nations Unies et aux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme sur la question chypriote, au principe de libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services au sein de l'UE et à plusieurs autres conventions internationales. Selon le plan Annan, à l'horizon de 2020, les villes et villages de la zone sous occupation turque ne pourraient compter que 18 % d'habitants d'expression grecque, ne pouvant exercer de mandat politique, alors qu'une partie de la force d'occupation turque et tous les colons turcs pourraient rester sur l'île. L'ancien président de la commission, Romano Prodi et l'ancien commissaire européen Karel Van Miert ont qualifié les exigences de la Turquie et leur traduction dans le plan Annan d'inacceptables. En outre, la Russie avait déjà annoncé, pour les mêmes raisons, son intention d'exercer son droit de veto contre le plan Annan au sein du Conseil de sécurité. Les critiques émises par Kofi Annan et le commissaire européen Günter Verheugen à l'encontre du "non" de Chypre étaient déplacées.

La Turquie et le gouvernement fantoche de la partie de Chypre sous occupation turque ont, en revanche, toujours privilégié la confrontation plutôt qu'un dialogue constructif. En novembre 2000, Rauf Denktash, le leader chypriote turc, a rompu les discussions indirectes entre lui et le gouvernement chypriote. Début novembre 2001, le premier ministre turc de l'époque, Bülent Ecevit, a

aantrekken naar het onvolkte Turks bezet Cyprus — kolonisten die ook door de oorspronkelijke Turkssprekende bevolking worden beschouwd als indringers.

De constructieve opstelling van de Cypriotische regering ten overstaan van de internationale gemeenschap en de Turkssprekende bevolking van het Cypriotische eiland kan niet genoeg worden benadrukt. Cyprus is een volwaardige democratie die alle criteria heeft vervuld om lid te worden van de EU. Volgens Turkije rechtvaardigen twee redenen de inval en de bezetting van Cyprus, doch deze zijn vandaag zonder voorwerp: van *enosis* —vereniging met Griekenland— en de discriminatie van de Turkssprekende bevolking, is nu geen sprake meer. Integendeel. De Turkssprekende bevolking wordt op dezelfde voet behandeld als de Griekssprekende burgers.

Het "neen" van de Cypriotische bevolking tegen het plan-Annan tijdens het referendum van 24 april 2004 doet geen afbreuk aan de goede bedoelingen van het volk en de regering van Cyprus. Cyprus had heel goede redenen om het plan-Annan — als plan op zich en niet als basis voor onderhandelingen — te verwerpen. Vooreerst werd de EU op vraag van Turkije geweerd bij de onderhandelingen over het Plan-Annan zodat Turkije haar eisen veel gemakkelijker kon doorduwen zonder rekening te houden met de Europese situatie. Het plan zelf druiste op verschillende punten in tegen de resoluties van de VN en de arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens omtrent de kwestie-Cyprus, tegen het EU-principe van vrij verkeer van personen, goederen, kapitaal en diensten en tegen verschillende andere internationale verdragen. Volgens het plan-Annan mogen steden of dorpen in Turks bezet Cyprus tegen 2020 slechts 18 % Griekssprekende inwoners bevatten die geen politieke mandaten mogen bekleden, terwijl een deel van de Turkse bezettingsmacht en alle Turkse kolonisten op het eiland mogen blijven. Voormalig Commissievoorzitter Romano Prodi en voormalig EU-commissaris Karel Van Miert noemden de eisen van Turkije en de vertaling ervan in het plan-Annan onaanvaardbaar. Bovendien had Rusland reeds aangekondigd om dezelfde redenen binnen de Veiligheidsraad zijn veto te stellen tegen het plan-Annan. De kritiek van Annan en van EU-commissaris Verheugen op het neen van Cyprus was misplaatst.

Turkije en de marionettenregering in Turks bezet Cyprus daarentegen verkiezen tot op heden de confrontatie boven de constructieve dialoog. In november 2000 brak Rauf Denktash, de leider van Turks bezet Cyprus, de indirecte gesprekken af tussen hem en de Cypriotische regering. Begin november 2001 dreigde de toenmalige Turkse premier Bülent Ecevit Turks bezet

menacé d'annexer la partie de Chypre sous occupation turque. À cause de l'entêtement des dirigeants de la partie de Chypre sous occupation turque, les cycles de négociation entamés, en 2002 et 2003, sous l'égide de l'ONU entre le gouvernement chypriote et le protectorat turc n'ont rien donné. En novembre 2002, l'ONU a remis aux dirigeants des deux camps un plan pour un règlement de paix durable, plan qui a été accepté par Chypre comme point de départ des négociations, mais qui a été rejeté par Denktash, Recep Erdogan et les dirigeants de l'armée turque. Le 14 avril 2003, le Conseil de sécurité de l'ONU a imputé à Denktash l'échec des négociations. Alors qu'en février 2003, la moitié de la population de la partie de Chypre sous occupation turque était descendue dans les rues pour réclamer la réunification de Chypre, M. Erdogan a continué de soutenir, en mai 2003, le principe de deux États chypriotes distincts. En août 2003, la Turquie et la partie de Chypre sous occupation turque ont signé un traité d'union douanière, ce qui a été considéré par l'UE comme minant les efforts de réunification de l'île. Lors des négociations avec l'ONU sur le plan Annan, la Turquie a de nouveau exigé, en février et en mars 2004, que Chypre et la partie de Chypre sous occupation turque demeurent séparées à jamais. Selon Erdogan, il faut ancrer le caractère turc de Chypre-Nord et limiter de manière drastique le retour de Chypriotes grecophones dans la zone occupée par la Turquie et ces Chypriotes ne pourront jamais siéger au parlement de la partie de Chypre sous occupation turque. La Turquie souhaite que l'on inscrive définitivement ces exigences dans la législation européenne de base, pour les rendre intangibles. Dans l'intervalle, la Turquie a intensifié la pression sur le monde musulman pour qu'il reconnaisse la partie de Chypre sous occupation turque et pour que la question chypriote devienne ainsi un dangereux point de friction entre l'Occident et l'Islam. Suite aux provocations turques, les pays de l'UE ont décidé, fin 2004, de ne pas envoyer de délégations à l'Organisation de la Conférence islamique à Istanbul. Depuis, des dissidents chypriotes turcophones, qui, comme le rédacteur d'un quotidien, Sener Levent, demandent l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et qui s'insurgent contre l'arrivée de colons, sont victimes d'intimidations physiques, se voient interdire l'exercice de leur profession ou sont emprisonnés.

Pour la Turquie, l'occupation de Chypre — reconnue au niveau international comme un crime continu — est un moyen de chantage pour obtenir son adhésion à l'UE. Fin 2002, Erdogan déclarait que la question chypriote et l'adhésion à l'UE étaient liées. Il jugeait inacceptable que Chypre ait reçu le feu vert au sommet de Copenhague pour adhérer à l'UE sans qu'il y ait d'accord politique sur la question chypriote. Après l'entrée de Chypre dans l'UE le 1^{er} mai 2004, l'ancien ministre des Affaires étrangères et actuel président de la Turquie,

Cyprus te annexeren. Als gevolg van de halsstarrigheid van de leiders van Turks bezet Cyprus, leidden de onderhandelingsronden van de VN tussen de regeringen van Cyprus en Turks bezet Cyprus van 2002 en 2003, tot niets. In november 2002 overhandigde de VN aan de leiders van Cyprus en van Turks bezet Cyprus een plan tot een duurzame vredesregeling. Het plan werd aanvaard door Cyprus als uitgangsbasis voor onderhandelingen, maar werd verworpen door Denktash, Recep Erdogan en de leiding van het Turkse leger. Op 14 april 2003 veroordeelde de VN-veiligheidsraad Denktash voor het mislukken van de onderhandelingen. Terwijl in februari 2003 de helft van de bevolking van Turks bezet Cyprus op straat kwam om de hereniging te eisen van Cyprus, bleef Erdogan in mei 2003 achter het principe staan van twee verschillende Cypriotische staten. In augustus 2003 tekenden Turkije en Turks bezet Cyprus een douane-unie, wat door de EU werd beschouwd als een ondermijning van de pogingen om het verdeelde eiland te herenigen. Tijdens de onderhandelingen met de VN omtrent het plan-Annan eiste Turkije in februari en maart 2004 nogmaals dat Cyprus en Turks bezet Cyprus voor altijd gescheiden moeten blijven. Volgens Erdogan moet het Turkse karakter van Noord-Cyprus worden verankerd, moet de terugkeer van Griekssprekende Cyprioten naar Turks bezet Cyprus drastisch worden ingeperkt en mogen Griekssprekende Cyprioten nooit in het parlement van Turks bezet Cyprus zetelen. Turkije wil deze eisen opgenomen zien in de Europese basiswetgeving zodat er niet meer aan kan worden getornd. Ondertussen voerde Turkije de druk op de moslimwereld op om Turks bezet Cyprus te erkennen en zo van de kwestie-Cyprus een gevaarlijk strijdpunt te maken tussen het Westen en de islamwereld. Wegens de Turkse provocaties beslisten de EU-landen eind 2004 geen delegaties te sturen naar de Organisatie van de Islamitische Conferentie in Istanbul. Ondertussen werden Turkssprekende Cypriotische dissidenten die zoals dagbladredacteur Sener Levent, de toepassing vragen van de resoluties van de VN-Veiligheidsraad en zich verzetten tegen de aanvoer van kolonisten, fysiek geïntimideerd, krijgen beroepsverbod en/of worden opgesloten.

Voor Turkije is de bezetting van Cyprus — internationaal erkend als een voortdurende misdaad — een pasmunt om het lidmaatschap van de EU af te dreigen. Einde 2002 verklaarde Erdogan dat de kwestie-Cyprus en de toetreding van Cyprus tot de EU één pakket vormt. Hij vond het onaanvaardbaar dat Cyprus op de top van Kopenhagen groen licht kreeg voor opname in de EU zonder een politiek akkoord over de kwestie-Cyprus. Na de opname van Cyprus in de EU op 1 mei 2004 eiste voormalig Turks minister van Buitenlandse Zaken en

M. Gul, a cependant exigé que la question chypriote soit dissociée de l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Cette situation n'est pas comparable à celle de l'Allemagne avant l'unification. Lors de l'entrée de l'Allemagne dans la famille européenne, les deux États allemands étaient internationalement reconnus. L'appartenance de l'Allemagne de l'Ouest à l'UE n'a donc pas entraîné d'obligations ni de conséquences internationales en ce qui concerne la relation avec l'Allemagne de l'Est et le Bloc de l'Est en général. Pour ce qui est de l'adhésion de Chypre à l'UE, la situation est différente. Toute comparaison avec la situation allemande de l'époque, que l'on entend dans certains cercles diplomatiques européens, est donc dénuée de pertinence.

Dans leur relation avec la Turquie, la Belgique et l'UE doivent aborder la question chypriote en partant du droit international existant, et pas de la logique turque. Un règlement éventuel de la question chypriote doit être basé sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et sur les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. Selon ces résolutions, Chypre doit être réunifiée pour former un état unique, l'armée d'occupation turque et les colons turcs doivent quitter Chypre et les réfugiés chypriotes doivent pouvoir revenir et être indemnisés pour les pertes subies en raison de l'occupation turque. La situation démocratique actuelle à Chypre et l'appartenance à l'UE constituent une garantie suffisante pour les droits de la minorité turcophone de Chypre. De plus, la Turquie doit reconnaître Chypre, ouvrir son espace aérien et ses ports aux avions et aux navires chypriotes, intégrer Chypre dans son application de l'union douanière avec l'UE et lever son veto à l'adhésion de Chypre à différents accords et structures internationales, comme l'OCDE.

Actuellement, la Turquie non seulement refuse de reconnaître un État membre de l'UE, mais occupe même une partie du territoire de cet État. Il faut donc mettre la Turquie en demeure de respecter les règles du droit international.

huidig president Gul en huidig Turks president echter dat de kwestie-Cyprus en het Turkse EU-lidmaatschap van elkaar werden losgekoppeld.

Deze situatie is niet te vergelijken met de tijd voor de Duitse eenmaking. Bij de opname van West-Duitsland in de Europese familie, waren beide Duitse staten internationaal erkend. Het lidmaatschap van West-Duitsland bracht derhalve internationale gevolgen noch verplichtingen met zich mee wat de relatie met Oost-Duitsland en het Oostblok in het algemeen betreft. Met de opname van Cyprus in de EU liggen de kaarten anders. Een vergelijking met de toenmalige Duitse situatie die in sommige Europese diplomatieke kringen wordt gemaakt, loopt mank.

In hun relatie met Turkije moeten België en de EU de kwestie-Cyprus benaderen vanuit het bestaande internationale recht en niet vanuit de Turkse logica. Een regeling voor de kwestie-Cyprus moet gebaseerd zijn op de resoluties van de VN-Veiligheidsraad en de arresten van het Europees Hof van de Rechten van de Mens. Volgens deze resoluties moet Cyprus worden herenigd als één enkele staat, moeten het Turkse bezettingsleger en de Turkse kolonisten Cyprus verlaten en moeten de Cypriotische vluchtelingen het recht krijgen om terug te keren en compensaties krijgen voor het geleden verlies als gevolg van de Turkse bezetting. De huidige democratische situatie in Cyprus en het lidmaatschap van de EU zijn een voldoende garantie voor de rechten van de Turkssprekende minderheid op Cyprus. Bovendien moet Turkije Cyprus erkennen, zijn luchtruim en havens openen voor Cypriotische vliegtuigen en schepen, de douane-unie met de EU ook toepassen op Cyprus en zijn veto opgeven tegen het toetreden van Cyprus tot verschillende internationale akkoorden en samenwerkingsverbanden zoals de OESO.

Op dit moment weigert Turkije niet alleen een EU-lidstaat te erkennen, het bezet zelfs een deel van het grondgebied van een EU-lidstaat. Turkije moet aldus aangemaand worden om de regels van het internationaal recht na te leven.

Bert SCHOOFs (VB)
Hagen GOYVAERTS (VB)
Alexandra COLEN (VB)
Peter LOGGHE (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'occupation militaire de Chypre, État membre de l'Union européenne, par la Turquie;

B. vu les différentes résolutions de l'ONU et les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme;

C. vu le caractère démocratique de l'État chypriote et les efforts fournis par ce dernier en vue d'assurer un traitement équivalent à tous les citoyens de l'île de Chypre;

D. vu les violations permanentes du droit international et des droits de l'Homme commises par la Turquie dans la partie de Chypre qu'elle occupe;

E. vu les contradictions et problèmes insolubles que l'occupation de Chypre par la Turquie engendre au niveau de la Charte européenne et des différents traités européens,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL,

1. de continuer à œuvrer au niveau international à un règlement de la question chypriote sur la base des résolutions de l'ONU et des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme;

2. d'appréhender d'un oeil critique tous les contacts avec la Turquie tant que celle-ci ne se sera pas conformée aux résolutions de l'ONU et aux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme concernant le problème chypriote et de convaincre les autres États membres de l'Union européenne de faire de même;

3. de s'opposer à toute initiative européenne impliquant une quelconque reconnaissance formelle ou de fait de l'occupation de Chypre par la Turquie;

4. d'inviter les institutions européennes et leurs États membres à décider définitivement que la Turquie pourra, à l'avenir, bénéficier du statut de partenaire commercial privilégié, moyennant le respect de toutes les résolutions des Nations Unies, en particulier la reconnaissance de Chypre en tant qu'État membre de l'Union européenne.

23 juin 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de militaire bezetting van de EU-lidstaat Cyprus door Turkije;

B. gelet op de verschillende resoluties van de VN en de arresten van het Europees Hof van de Rechten van de Mens;

C. gelet op het democratische karakter van de Cypriotische Staat en zijn inspanningen om alle burgers van het Cypriotische eiland gelijkwaardig te behandelen;

D. gelet op de blijvende schendingen door Turkije van het internationale recht en de rechten van de mens in Turks bezet Cyprus;

E. gelet op de onoplosbare problemen en tegenspraken die de Turkse bezetting van Cyprus stelt voor het Europese handvest en de verschillende Europese verdragen,

VRAAGT DE FEDERALE REGERING,

1. op internationaal niveau te blijven ijveren voor een oplossing van de kwestie-Cyprus op basis van de resoluties van de VN en de arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens;

2. alle contacten met Turkije kritisch te benaderen zolang Turkije zich niet schikt naar de resoluties van de VN en de arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens wat betreft de kwestie-Cyprus, en de andere EU-lidstaten hiervan te overtuigen;

3. elk Europees initiatief tegen te houden dat enige formele of feitelijke erkenning inhoudt, hetzij uitdrukkelijk, hetzij impliciet, van de Turkse bezetting van Cyprus;

4. de Europese instellingen en hun lidstaten te verzoeken om definitief te besluiten dat Turkije in de toekomst de status van bevoorrechte handelspartner kan verkrijgen mits wordt voldaan aan alle VN-resoluties, inzonderheid de erkenning van de lidstaat Cyprus.

23 juni 2011

Bert SCHOOFs (VB)
Hagen GOYVAERTS (VB)
Alexandra COLEN (VB)
Peter LOGGHE (VB)